

ÉDITION SPÉCIALE

Pour que vous sachiez
ce qui se passe
vraiment !

de l'Union Démocratique du centre • www.udc.ch • édition septembre 2019



Le modèle à succès suisse 3

**Interview de l'ancien
conseiller fédéral
Christoph Blocher**



Non au diktat de l'UE 4

**Stoppez les combinards de l'UE
du Palais fédéral !**



Canton de Vaud 9 - 20

**Tout ce que vous devez savoir
sur les élections au Conseil
national et au Conseil des Etats**

**LIBERTÉ
ET
PATRIE**



Pour une Suisse libre et sûre

La sauvegarde de l'indépendance, de la prospérité et de la liberté individuelle, mais aussi de la sécurité exige un combat de tous les jours. Ce n'est que par cet effort constant que nous pouvons conserver notre Suisse belle et unique avec toutes ses valeurs et ses vertus. Il est évident que beaucoup de monde souhaite participer à la prospérité de la Suisse – également l'UE, organisation éminemment centralisatrice. Mais celles et ceux, qui veulent que la Suisse reste la Suisse, se rendent aux urnes le 20 octobre et votent UDC.

Les conséquences de l'immigration de masse incontrôlée – un million de personnes en chiffre net durant les 13 ans écoulés – sont perceptibles tous les jours pour nous autres, citoyennes et citoyens : bouchons sur les routes, requérants d'asile et jeunes migrants traînant dans les rues, souvent ivres et violents, bétonnage des surfaces vertes, hausse des coûts de la santé et du social. Le

manque de respect, voire les menaces de violence à l'égard des agents de police, enseignantes, infirmières, travailleuses sociales et jeunes femmes dans la rue font partie du quotidien. Ce sentiment d'insécurité se nourrit également des craintes pour l'emploi, le salaire et l'avenir des enfants. Pour assurer à notre pays un avenir dans la liberté et la sécurité, il faut renforcer la présence de

l'UDC au Parlement et au Conseil fédéral. C'est dire la grande importance des élections 2019 au Conseil national et au Conseil des Etats. Le slogan «liberté et sécurité» résume parfaitement le programme politique de l'UDC qui vise le renforcement de la Suisse, nation fondée sur la volonté de son peuple. Nous nous engageons pour notre patrie. Nous tenons notre parole et nous

promettons que nous n'accepterons pas la soumission de la Suisse à l'UE. Seule l'UDC s'engage pour la gestion autonome de l'immigration ainsi que pour le renforcement de la classe moyenne laborieuse grâce à des impôts, taxes et redevances modérés et moins de prescriptions. Pour atteindre ces objectifs, l'UDC doit rester le parti de loin le plus fort.

**POUR DÉFENDRE
VOS LIBERTÉS**
AU CONSEIL DES ÉTATS

MICHAËL BUFFAT **JACQUES NICOLET**

**Avez-vous des questions
concernant les élections ?**

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019.

**Hotline électorale
gratuite :**

0800 0 1291 0

Nous sommes à votre disposition du lundi au dimanche de 09.00 à 18.00 heures.

**Posez vos questions par
courriel :**
elections@udc.ch

Editorial

A vous de décider !

Le bradage du modèle à succès suisse et de notre patrie vous fait-il du souci ? En avez-vous assez de l'immigration sans limite, des nombreux requérants d'asile qui cherchent uniquement à se faire une vie confortable en Suisse, de la hausse de la criminalité ? Les médias taisent soigneusement ces réalités. Or, la vérité est que l'immigration incontrôlée modifie de manière dramatique notre société. L'intégration de tant d'étrangers n'est plus possible. Les tensions entre immigrants et autochtones augmentent. Les écoles ont du mal à atteindre leurs objectifs de formation, car il y a trop d'enfants de langues étrangères dans les classes. L'UDC veut stopper ce développement nuisible et limiter l'immigration. Tous les autres partis et associations y compris les syndicats veulent faire



Albert Rösti
Président de l'UDC Suisse

**LIBERTÉ
ET
PATRIE**

**Tout ce que vous devez savoir sur les élections
au Conseil national et au Conseil des Etats
dans le canton de Vaud**

page 9 - 20

Suite à la page 2

Editorial

Suite de la page 1

adhérer la Suisse à l'UE et abandonner l'indépendance et l'autodétermination de notre pays – également dans le domaine de l'immigration.

En avez-vous assez de ceux de la Berne fédérale qui de toute manière font ce qu'ils veulent ? Vous avez les moyens de changer cela. Le 20 octobre 2019 vous pouvez avec votre voix faire basculer les rapports de majorité afin que votre volonté dans les questions de la politique européenne et à l'égard des étrangers soit enfin respectée.

Les élections du 20 octobre 2019 constituent un choix fondamental. Les Suissesses et les Suisses décideront de l'avenir de leur pays – non seulement pour les quatre années à venir, mais pour un avenir plus lointain. A vous de décider ! Si vous voulez donner un signal clair et net contre une immigration démesurée, si vous refusez d'enchaîner la Suisse à l'UE, si vous voulez que la Suisse reste un pays autodéterminé, libre et sûr, alors votez UDC le 20 octobre.

Albert Rösti

Albert Rösti,
Président UDC Suisse



Quels sont les principaux défis que la Suisse doit relever dans les années à venir ?

Ueli Maurer: Nous avons vécu une bonne période économique, d'où le risque d'une certaine insouciance. De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits. Le même constat vaut pour les réglementations. Quand tout va bien, on croit qu'on peut imposer aux entreprises des contraintes administratives et des charges sans cesse nouvelles. Le grand défi consiste à résis-

« De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits. »

ter à cette tentation. Si nous gérons de manière responsable l'argent dont nous disposons et si nous cessons de multiplier les prescriptions restreignant les citoyens et les entreprises, alors nous serons sur la bonne voie !

Nos conseillers fédéraux et l'avenir de la Suisse



Guy Parmelin

Chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

Ancien agriculteur et vigneron

Guy Parmelin: L'économie suisse doit rester compétitive pour assurer la prospérité des citoyennes et des citoyens. Les entreprises de toutes les tailles et de toutes les branches doivent pouvoir se développer librement, donc avec des charges administratives minimales et une liberté entrepreneuriale maximale. Parallèlement, il faut veiller à une bonne formation professionnelle afin de se préparer aux constants changements du marché du travail.



Ueli Maurer

Chef du Département fédéral des finances (DFF)

Ancien administrateur de l'Union des paysans zurichois

Vous avez des contacts avec de nombreuses personnes. Quelles sont leurs principales préoccupations ?

Ueli Maurer: De nombreuses personnes sentent qu'elles perdent lentement et insidieusement leur patrie, qu'elles ne sont plus chez elles dans leur propre pays, que leurs principales convictions sont remises en question. J'entends souvent la remarque suivante : « Mais à Berne on s'en moque ! » Ce sentiment

est une source de frustrations. On se sent ignoré, voire traité de raciste et d'extrémiste de droite. Il faut que nous puissions parler ouvertement des problèmes, faute de quoi la politique perd tout crédit.

Guy Parmelin: Nombre de personnes se plaignent que, malgré les gros efforts qu'elles font dans leur profession, il leur reste de moins en moins d'argent dans leur portefeuille. La croissance relativement faible de la productivité et les charges supplémentaires qui renchérissent la vie

« Les charges supplémentaires qui renchérissent la vie inquiètent les gens. »

inquiètent les gens. C'est à ce niveau que nous devons intervenir en veillant à ce que nos décisions politiques visent avant tout à accroître la qualité de la vie des habitants de ce pays.

Liberté et sécurité au lieu d'égalitarisme et redistribution

par Thomas Aeschi, conseiller national et président du groupe parlementaire UDC

Pour quoi l'Union démocratique du centre s'engage-t-elle ? Pour une Suisse libre et sûre. Pour une Suisse autodéterminée, indépendante et neutre dans un régime de démocratie directe vivante et de fédéralisme. Pour une Suisse dans laquelle chaque citoyen agit sous sa propre responsabilité en rendant le moins possible l'aide de l'Etat. Pour une Suisse classe moyenne traditionnellement forte se rendant tous les jours au travail et éduquant elle-même ses enfants.



Mais que veulent les socialistes et tous les autres partis ? Ils souhaitent un appareil étatique encore plus lourd et plus puissant dont les fonctionnaires – plus de 35'000 au seul niveau fédéral ! – prescrivent aux citoyens comment ils doivent organiser leur vie, un Etat qui doit prélever toujours plus d'impôts, de redevances et de taxes pour financer un budget toujours plus lourd. Ils veulent plus d'égalitarisme et de redistribution – toujours aux frais de la classe moyenne laborieuse qui forme le gros des contribuables.

L'UDC ne veut pas d'un tel Etat. Nous voulons que les générations à venir puissent vivre elles aussi dans une Suisse libre et autodéterminée, dans la paix et dans la prospérité.

L'argent qui reste dans notre porte-monnaie ne cesse de fondre

Voici les conséquences concrètes de l'arnaque fiscale socio-écologiste :



Essence plus chère : plus 12 centimes par litre !

Extrapolée sur une année, cette hausse représente pour un ménage comptant des pendulaires et effectuant 20'000 km/an avec une consommation de 9 l/100 km environ 270 francs

plus 270.– francs



La hausse supplémentaire de la taxe CO₂ sur l'huile de chauffage :

la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé de doubler la taxe écologique par tonne de CO₂ qui passerait à 210 francs, soit de 25 cts actuellement à **54 centimes par litre d'huile de chauffage !** Cela fait pour un ménage habitant dans un appartement locatif de 100 m² et consommant en moyenne 21 l/m²/an un supplément de 1134 francs.

plus 1'134.– francs



Taxe sur les billets d'avion de 30 à 120 francs par vol :

Exemple d'un vol d'avion à Londres pour une famille de 4 personnes:

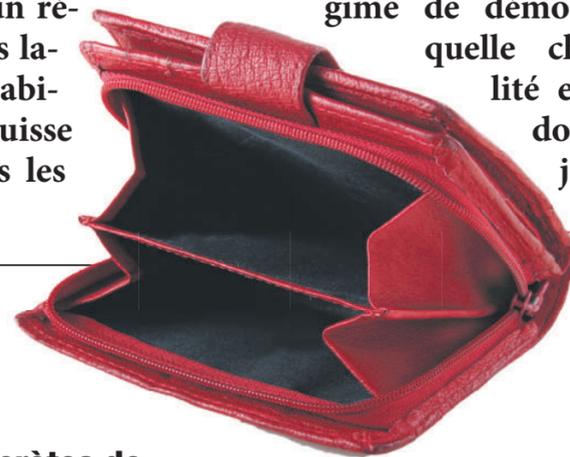
le prix passe de 400 à 600, voire 800 francs !

plus 400.– francs



Interdiction des chauffages à huile : la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé d'imposer une réduction massive des émissions de CO₂ aux immeubles existants. Cet objectif ne peut être atteint que par le biais d'une interdiction des chauffages à huile. Les coûts de transformation reportés sur les locataires se montent en moyenne à **1'128 francs !**

plus 1'128.– francs



Coûts supplémentaires par ménage et par an

Liberté et sécurité.

Votez UDC !



www.udc.ch

Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE : ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'072'869 | Edition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, fax 031 300 58 59, info@udc.ch | Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, Shutterstock, www.admin.ch, www.parlement.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Le modèle à succès suisse s'appelle «ouverture au monde et autodétermination»

Accord-cadre UE – libre circulation des personnes – avenir de la Suisse – signification des élections au Conseil national – Greta Thunberg : «Edition Spéciale» s'est entretenue avec Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral, au sujet des défis actuels que doit relever la Suisse.

Pourquoi la Suisse se porte-t-elle économiquement mieux que d'autres pays ? Parce que la Suisse bénéficie d'une avance en termes de liberté, de sécurité et de responsabilité individuelle. Son modèle à succès s'appelle ouverture au monde et autodétermination. Voilà pourquoi la Suisse n'est pas membre de l'UE. Or, certaines forces politiques cherchent à miner, voire à détruire ce modèle à succès. Cela m'inquiète.

L'économie ronfle, les gens ont du travail... et vous vous inquiétez de l'avenir de la Suisse ?

C'est dans des périodes prospères que les hommes, les entreprises et les pays préparent leur ruine.

conduit la Suisse dans l'UE. Disons-le tout net : celles et ceux qui veulent signer ce contrat ne l'ont pas lu ou suivent égoïstement leurs propres intérêts financiers et politiques sans égard pour notre pays et le bien-être de ses habitants.

Non seulement les associations économiques, mais aussi les universités et les étudiants sont pour l'accord-cadre.

Oui, je sais. Ces milieux voulaient déjà nous pousser dans l'UE en 1992. Sans dénigrer l'enthousiasme et les visions des jeunes, je constate que l'expérience et le bon sens nous dictent une autre voie. Heureusement que le peuple a refusé l'adhésion à l'UE en 1992.

Le Conseil fédéral affirme que faute de cet accord-cadre nous serions discriminés par l'UE.

Pures sottises. Cela fait trente ans que l'on brandit cette menace. L'UE exporte davantage en Suisse que la Suisse exporte dans l'UE. Il ne viendrait à l'idée de personne de discriminer un aussi bon client.

Ne voyez-vous pas les choses trop en noir ?

Non. Ce traité de soumission donne non seulement à l'UE le droit d'édicter des lois en Suisse, mais en plus il appartiendrait en cas de litige à la Cour de justice de l'UE, donc au tribunal de la partie adverse, de trancher. Nous autres Suisses, nous devrions nous soumettre à du droit et à des juges étrangers. Voulons-nous vraiment que, par exemple, notre politique des transports soit déterminée par l'UE ? Que Bruxelles fixe notre politique agricole ? Ou que l'UE décide que chaque immigrant a droit à la totalité de l'aide sociale suisse ? Faut-il que l'UE décide comment nous organisons nos banques cantonales ? Ou qu'elle décide du niveau de nos impôts ? Combien de milliards serons-nous contraints de verser à Bruxelles ?

« Les politiciens qui acceptent un tel traité de soumission doivent être tombés bien bas ! »



La Suisse exporte massivement à l'étranger. Ne faut-il pas alors poursuivre la globalisation, s'aligner sur l'UE ?

Nick Hayek, patron du groupe Swatch, l'a dit très clairement : la Suisse n'a certainement pas à s'adapter aux conditions-cadres imposées par l'UE. C'est au contraire l'UE qui doit s'approcher de celles de la Suisse. Il a raison. Nous avons objectivement de meilleures conditions-cadres.

Mais l'accord-cadre ne nous fait pas entrer dans l'UE. Il nous rattache seulement à celle-ci.

L'accord-cadre donne à l'UE le droit d'édicter les lois valables en Suisse – même contre la volonté des citoyens suisses. Les politiciens qui acceptent un tel traité de soumission doivent être tombés bien bas ! Or, à l'exception de l'UDC, tous les partis veulent cet accord.

Les associations économiques et les grands managers veulent aussi signer cet accord.

Oui, malheureusement ! Alors qu'ils savent très bien que cet accord-cadre

La Suisse peut-elle vraiment se soustraire à cette contrainte ?

Bien sûr ! Si la Suisse le veut et exprime clairement sa volonté, les choses sont très simples. La Suisse a surmonté des moments bien plus difficiles dans le passé sans pour autant s'abandonner.

Comment les choses continueraient-elles en Suisse sans cet accord ?

C'est très simple : la Suisse poursuivrait sur la voie qui a fait la preuve de son efficacité : ouverte au monde, mais sans abandonner les piliers de son Etat. Des jours difficiles approchent. L'histoire nous l'a prouvé : c'est en restant fidèle à elle-même que la Suisse surmonte le mieux les difficultés.

L'UDC veut mettre fin à la libre circulation des personnes avec son initiative de limitation. Les adversaires de ce projet affirment qu'il nuit à l'économie.

Le but de cette initiative est de limiter l'immigration excessive que subit la Suisse. La Suisse doit gérer de manière autonome l'immigration sur son territoire, comme l'ont décidé le peuple et



trueuses. Aujourd'hui déjà, la Suisse affiche un taux de chômage plus élevé que l'Allemagne à cause de la libre circulation des personnes et une politique d'asile irresponsable ! Notre bonne situation économique est ébranlée. Voulons-nous attendre que la Suisse sombre dans un chômage de masse ? Non, je crois que nous devons enfin agir. Mais la Suisse a besoin de spécialistes

d'habitants. Conséquences parmi d'autres : du stress dû à une densité démographique excessive et le bétonnage des paysages.

Pourquoi est-il si important que l'UDC gagne ces élections ?

Si l'UDC perd, elle aura moins de sièges au Parlement et l'opposition aux décisions insensées prises par la Berne fédérale au détriment de notre liberté et de notre sécurité sera affaiblie. La Berne fédérale pourra alors alourdir encore plus la bureaucratie, augmenter les impôts, taxes et redevances et multiplier les interdictions. En clair : le niveau de vie baissera en Suisse, surtout



« L'accord-cadre donne à l'UE le droit d'édicter les lois valables en Suisse – même contre la volonté des citoyens suisses. »

les cantons. Manquant totalement de respect pour la volonté du peuple, une classe politique ivre de pouvoir a refusé d'appliquer ce mandat constitutionnel et l'a même inversé. L'UE a jusqu'ici refusé de négocier. C'est là qu'intervient l'initiative de limitation. L'accord de libre circulation des personnes ne doit être résilié que si l'UE refuse d'en négocier les termes. L'économie n'en tire aucun inconvénient. Les professionnels dont les entreprises ont besoin continueront de venir, tout comme les frontaliers. Les milieux économiques n'ont rien à craindre.

En revanche, cette initiative stoppera l'immigration abusive qui provoque du chômage et des charges sociales mons-

étrangers. Comment régler ce problème sans la libre circulation des personnes ?

Si on ne trouve pas ces spécialistes en Suisse, on peut les faire venir de l'étranger. Des permis de travail de courte durée continueront d'être accordés. La Suisse a agi de la sorte avec succès entre 1971 et 2007. Puis l'UE lui a imposé la libre circulation des personnes. Le Conseil fédéral a promis que l'immigration ne dépasserait pas 8000 à 10'000 personnes par an. Or, plus de 65'000 par an en chiffres nets sont venus et les charges sociales ont explosé. Le même laxisme régit la politique d'asile. Depuis 2007 la population de la Suisse a augmenté d'un million

pour la classe moyenne.

La Suédoise Greta Thunberg a environ l'âge de vos petits-enfants. Que diriez-vous à cette jeune activiste pour le climat si vous la rencontriez ?

Je dirais : « Bonjour Mademoiselle Thunberg, c'est bien que vous vous engagiez pour un bon climat. Veillons donc tous ensemble à la qualité de l'air et de l'eau, à des sols sains, mais sans pour autant lancer des mesures insensées, excessivement coûteuses, disproportionnées et qui, de surcroît, n'ont aucune efficacité. Le principal résultat de ces mesures est de réduire la liberté et la sécurité des gens et, en plus, de les appauvrir. »

Christoph Blocher en quelques mots

Naissance: 11 octobre 1940 à Zurich, grandit à Laufen près des chutes du Rhin – **Originaire:** Meilen/ZH et de Schattenthal/BE, citoyen d'honneur de Lü dans le Val Mustair – **Domicilié:** Herrliberg/ZH, marié, 4 enfants, 12 petits-enfants – **Formation:** 2 ans d'apprentissage agricole à Ossingen/ZH, études de droit à Zurich, Montpellier et Paris, doctorat en droit – **Carrière professionnelle:** entrée au service juridique de l'entreprise EMS-Chemie après ses études, président de la direction d'EMS-Chemie (anciennement Emser Werke), reprise de la majorité des actions d'Ems-Chemie Holding SA, président et délégué du conseil d'administration d'EMS-Chemie Holding SA, entrepreneur en médias – **Carrière militaire:** colonel, anc. Cdt Ls Rgt 41 – **Parcours politique:** cofondateur du «Studentenring» de l'Université de Zurich, membre du conseil communal de Meilen, député au Grand Conseil, président de l'UDC du canton de Zurich, conseiller national, président de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), conseiller fédéral et chef du Département fédéral de justice et police, président du Comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE ; en 2018, démission de tous ses mandats politiques.

Stoppez les combinards de l'UE du Palais fédéral !

par Céline Amaudruz, conseillère nationale et candidate au Conseil national, gestionnaire de fortune

Au jeu du Mikado, le perdant est celui qui fait bouger le premier ses baguettes. Dans la bataille concernant l'accord de rattachement à l'UE, les perdants seraient manifestement ceux qui annoncent la couleur avant les élections fédérales du 20 octobre. Les partis qui acceptent ce diktat de l'UE évitent en tout cas soigneusement ce thème.



Ils préféreraient ne pas du tout en parler. Mais ils sont tous complices : économiques, Union patronale,

PLR, PDC, Verts Libéraux, Verts et PS. Même les syndicats, appâtés par des concessions qui nuisent à la liberté du marché du travail, rejoindront le camp des partisans de l'accord-cadre avant la fin de l'année.

Le modèle à succès suisse est menacé

La Suisse était à l'origine un pays pauvre. Son succès exceptionnel en termes de prospérité, de paix et d'équilibre social s'explique uniquement par les piliers de son Etat qui s'appellent démocratie directe, fédéralisme et neutralité armée. Tout cela serait menacé par l'accord de

rattachement à l'UE. Ce contrat permettrait à l'UE d'imposer ses règles dans les domaines de la libre circulation des personnes, de la politique agricole, des normes industrielles, de l'approvisionnement énergétique et même des axes de transit nord-sud.

Le peuple évincé

Le peuple, actuellement le patron en politique, serait mis à l'écart. Il serait remplacé par le droit UE et le tribunal UE. On tente de nous faire croire que nous pourrions tout de même voter, mais que nous devrions alors accepter les «mesures de compensation» de

Bruxelles. Cela relève du même cynisme que de dire aux automobilistes : «Vous êtes libres de foncer à 180 km/h dans une zone limitée à 30,

et une amende de quelques dizaines de milliers de francs.»

Cette thématique paraît suffisamment importante pour être débattue avant les élections. Mais la coalition du rattachement à l'UE craint la lumière du jour. Elle veut tromper et surprendre le peuple après le 20 octobre.

« La coalition du rattachement à l'UE craint la lumière du jour. »

mais vous devrez simplement accepter les mesures de compensation, soit le retrait définitif du permis de conduire, une peine d'emprisonnement

Ne permettez pas qu'on vous roule dans la farine ! Votez pour des représentants du peuple qui défendent à visage découvert les piliers de notre Etat !

Comme dans un match Suisse-France où la France fixerait les règles du jeu

par Michaël Buffat, conseiller national, directeur de banque

Ledit accord-cadre que l'UE veut imposer à la Suisse n'est pas autre chose qu'un traité de soumission au profit exclusif de Bruxelles. Aucun Etat au monde n'accepterait cela.



tions de plusieurs années est le présent «accord-cadre institutionnel».

L'accord avec l'UE évincé les citoyennes et citoyens suisses

Cet accord marque la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale. Le peuple, les cantons et le Parlement n'auraient plus voix au chapitre dans les principales questions touchant à l'avenir de notre pays. Législateur suprême, le peuple suisse serait privé de son pouvoir dans des domaines essentiels de notre politique économique, sociale et étrangère. La Suisse serait contrainte de reprendre du droit étranger, de reconnaître des juges étrangers et, si son peuple vote autrement que ne le souhaite Bruxelles, l'UE pourrait en toute légalité punir notre pays.

Ce serait comme un match de football Suisse-France où les Français fixeraient les règles du jeu, les modifieraient en cours de rencontre,

« Cet accord marquerait la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale. »

eurs suisses. Parmi les 194 pays du monde, je n'en vois pas un seul acceptant un accord aussi «unilatéral», un traité de soumission qui le livrerait pieds et poings liés à une organisation d'Etats.



Engagez-vous maintenant pour la liberté, l'indépendance et l'autodétermination de la Suisse !

Le comité interpartis «NON à l'adhésion insidieuse à l'UE» mène la bataille contre «l'accord-cadre UE», ce traité de soumission proposé par le Conseil fédéral. Le comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE compte de nombreuses personnalités connues de toute la Suisse. Il est présidé par Roger Köppel, conseiller national et éditeur du magazine «Weltwoche». Devenez vous aussi membre en vous inscrivant sur le site www.non-ue.ch ou en remplissant la **formule d'adhésion à la page 8**.

Devenez membre du comité interpartis «NON à l'adhésion insidieuse à l'UE» !

L'accord-cadre – un carcan qu'on veut nous imposer

par Jean-Luc Addor, conseiller national, avocat

L'accord-cadre que le Conseil fédéral a négocié avec l'UE est taillé sur mesure pour la Suisse, affirment ceux qui l'ont négocié. C'est le contraire qui est vrai : cet accord nous étoufferait à tous points de vue.



L'accord-cadre institutionnel avec l'UE que nous présente le Conseil fédéral ne nous va pas. Il n'est absolument pas «taillé sur mesure». Les tailleurs de l'UE n'ont pas pris une

seule fois la mesure de la Suisse. Ce contrat est bien plus un carcan dans lequel on veut nous presser. Il nous impose des réglementations européennes qui ne conviennent ni à notre vie quotidienne, ni à nos valeurs. Il nous impose du droit UE et nous punit si nous décidons autrement. La décision finale appartiendrait aux juges étrangers de la Cour de justice UE. Le tribunal arbitral n'aurait strictement rien à dire.

« L'accord qu'on nous soumet étend massive-ment la libre circulation des personnes. »

Immigration facilitée

L'accord qu'on nous soumet étend massivement la libre circulation des personnes en simplifiant encore plus l'obtention d'un droit de séjour et le regroupement familial. L'immigration de masse augmenterait avec elle la pénurie de logements, le niveau des loyers, l'engorgement

des routes et des trains. Les institutions sociales seraient contraintes d'augmenter les cotisations et de réduire leurs prestations. Le partenariat social traditionnel de la Suisse serait remplacé.

Des milliards à payer

L'interdiction européenne des aides publiques entraverait le développement économique des cantons et des communes. Les systèmes fiscaux cantonaux seraient touchés : l'encouragement d'implantations, les aides économiques et les promotions régionales des cantons ne seraient plus possibles sans l'accord de l'UE. La TVA européenne de 15% au minimum renchérirait notre consom-

mation. Des institutions helvétiques, qui ont fait la preuve de leur efficacité, ne seraient plus admises : usines hydrauliques, fournisseurs de réseaux électriques, assurances cantonales des bâtiments, SUVA, banques cantonales, hôpitaux, mais aussi de nombreuses institutions sportives, culturelles et de loisirs. Et pour couronner le tout, nous serions contraints de payer des milliards de francs pour tous ces inconvénients ! Nous devrions cofinancer les programmes UE actuels et

futurs et, surtout, verser des milliards au fonds de cohésion UE.

Abandonner notre droit de vote

Non, nous refusons ce carcan ! L'accord-cadre menace globalement le succès et l'autodétermination de la Suisse. Il prive les citoyennes et citoyens de leurs droits politiques. Nous ne voulons pas de cela ! Le Conseil fédéral doit refuser catégoriquement cet accord.

Accord institutionnel – rendez-vous compte de ce que l'UE exige vraiment de la Suisse

Tout le monde parle de ce traité appelé accord-cadre UE et, hormis l'UDC, tout le monde le réclame. Mais personnellement, hormis l'UDC, ne veut en parler avant les élections fédérales du 20 octobre. C'est normal, car il suffit de lire le texte de cet accord pour se rendre très vite compte de ce qu'il signifie : la soumission totale de la Suisse à l'UE, la fin de la démocratie directe, de l'indépendance, de la liberté et de l'autodétermination de la Suisse. Le PDC, le PBD, le PLR, les Verts, les Verts Libéraux et le PS sont prêts à brader la Suisse.

Lisez vous-même sur www.non-ue.ch

(Dans le menu du site internet www.non-ue.ch, cliquez sur «accord-cadre commenté»)

Plus d'argent pour l'AVS et moins pour l'étranger

par Marcel Dettling, conseiller national, agriculteur

La confédération dépense toujours plus d'argent pour l'étranger. L'UDC entend changer cela et garantir les rentes AVS des Suissesses et des Suisses. Elle propose de prélever au moins un milliard de francs par année sur les quelque 5 milliards que la Confédération affecte uniquement à l'aide au développement et à l'asile et de transférer ce montant à l'AVS. Idem pour le milliard de cohésion de l'UE qui serait également mieux à sa place dans l'AVS.



Atteignant plus de 50'000 personnes en 2018, soit autant que la population de la ville de Bienne, l'immigration est toujours six fois plus élevée que le Conseil fédéral avait tenté de le faire croire au peuple suisse avant la votation sur la libé-

re circulation des personnes. La préférence nationale exigée par le peuple suisse a été inversée et traduite en une préférence étrangère par l'alliance PLR-PS. Pourtant, le taux de chômage suisse, soit 4,8%, est plus élevé que celui de l'Allemagne.

L'immigration coûte à la Suisse des sommes monstrueuses en termes de contributions sociales, de frais d'intégration et d'infrastructures. Parallèlement, la Confédération dépense une somme énorme – près de 5 milliards de francs par an – pour l'asile et l'aide au développement, soit plus que pour la sécurité nationale et même le double du montant consacré à la production agricole. De surcroît, la Suisse s'appête à faire cadeau à l'UE de plus d'un milliard de francs pour ladite

cohésion. Notre pays dépense de plus en plus d'argent pour l'étranger et pour entretenir les migrants sociaux du monde entier.

Cette politique est inacceptable et doit changer. L'initiative UDC de limitation veille à ce que la Suisse gère enfin elle-même l'immigration conformément à la volonté du peuple. Il s'agit également de fixer de nouvelles priorités pour les dépenses fédérales. Au moins un milliard de francs doit être transféré de l'aide au développement et de l'asile vers l'AVS. En outre, il n'y a pas lieu de verser 1,3 milliard de francs au fonds de cohésion de l'UE. Cet argent doit profiter aux habitants de la Suisse afin de garantir les rentes AVS d'une classe moyenne qui travaille durement.

Le travail doit à nouveau valoir la peine

par Jean-François Rime, conseiller national, entrepreneur et président de l'Union suisse des arts et métiers

Conçue initialement comme un soutien passager pour surmonter des situations d'urgence, l'aide sociale est depuis longtemps devenue un revenu de base sans condition pour certains groupes de la population, notamment les personnes de l'asile. Il s'agit là d'une dérive fatale qui rend le travail peu attrayant et coûte des milliards de francs aux contribuables.



Lorsque la Conférence suisse des institutions d'aide sociale (CSIAS) annonce bruyamment que toute réduction de l'aide sociale est impossible et inhumaine, elle donne dans la pure propagande des travailleurs sociaux. Selon les directives CSIAS, un ménage à une personne doit toucher une contribution

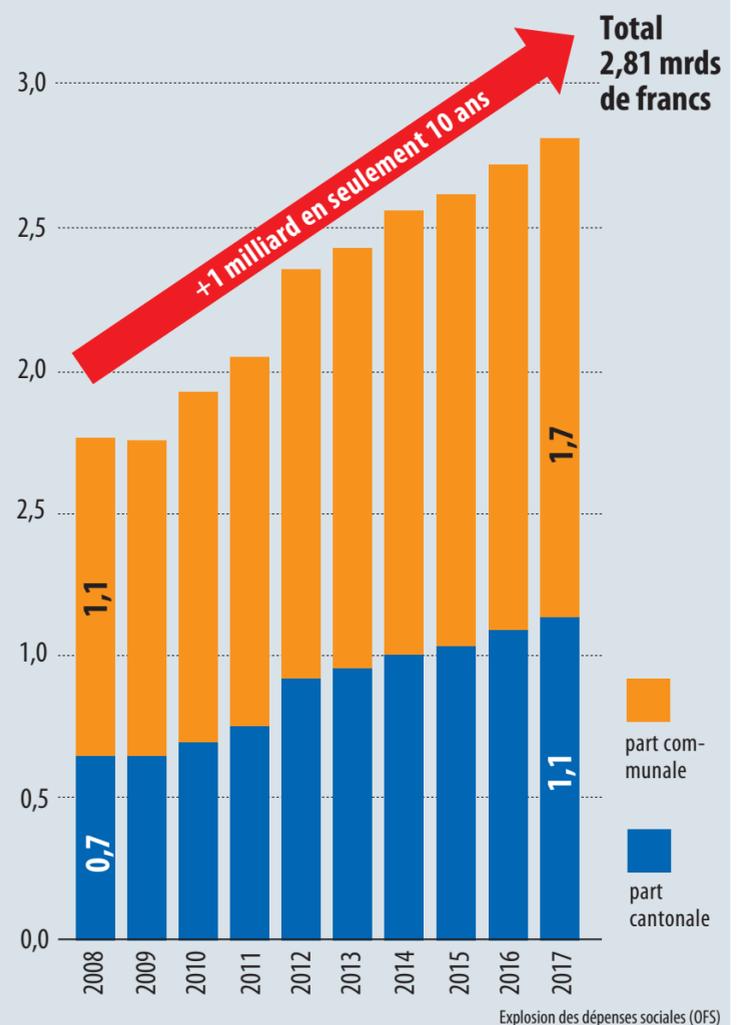
mensuelle de base en liquide de 986 francs. Ce montant est de 2'110 francs pour un ménage de quatre personnes. Les bénéficiaires sont libres de dépenser cet argent comme ils l'entendent.

Contrairement à ce que suggère la CSIAS, cette contribution dite pour les besoins de base n'est pas, beaucoup s'en faut, tout ce que reçoivent les bénéficiaires de l'aide sociale. Une famille de quatre personnes touche de surcroît pour le loyer, les primes d'assurance-maladie (LAMal) et au titre desdites prestations circonstancielles (par exemple, le dentiste, l'hygiène dentaire, la crèche d'enfants, le matériel scolaire, les abonnements aux transports publics, etc.) des contributions d'une valeur dépassant largement 5'000 francs par mois. Tout cela bien entendu hors impôts.

Une personne qui veut entretenir sa famille avec du travail payé doit gagner nettement plus que ce qu'elle recevrait de l'aide sociale sans payer d'impôts. A un revenu inférieur, le travail ne vaut pas la peine. Il est cependant illusoire de penser qu'une personne de formation modeste et sans expérience professionnelle puisse gagner plus de 6'000 francs par mois.

L'Etat ne doit pas dépenser plus d'argent pour l'aide sociale, mais renforcer les incitations poussant les gens à travailler. Les personnes travailleuses et motivées doivent être récompensées alors que les paresseux et les récalcitrants à l'intégration doivent se contenter du minimum. L'aide sociale publique est liée à une obligation générale de travailler.

Explosion des coûts de l'aide sociale en milliards de francs



Moins de masques, plus de sécurité

par Yves Nidegger, conseiller national, avocat



L'initiative populaire «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage» accroît la sécurité publique. Elle fournit une base légale pour s'opposer enfin aux hordes de vandales et casseurs masqués qui sévissent impunément lors de manifestations, sportives notamment, ou dans le contexte des cortèges du 1er mai.

En interdisant le voile intégral, l'initiative veut protéger en outre le droit constitutionnel des femmes à l'égalité et à la liberté. Des femmes et des hommes libres se regardent à visage découvert lorsqu'ils se parlent. Le principe élémentaire de

l'égalité des droits commande de veiller à ce que les femmes comme les hommes montrent leur visage en public. L'interdiction de dissimuler son visage ne porte par ailleurs aucune atteinte à la liberté de sortir dans la rue avec la tenue vestimentaire de son choix. Car cette liberté est soumise au respect de l'ordre public. De même que la nudité intégrale (ne rien cacher de soi) contrevient à l'ordre public, le voile intégral (ne rien montrer de soi) y contrevient tout autant. Cette initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons l'an prochain. Nous comptons sur votre soutien.

Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage



Liberté et sécurité.

www.udc.ch

Votez UDC!





Que veut l'initiative UDC de limitation?

L'initiative de limitation exige une gestion raisonnable et autonome de l'immigration. Elle sera probablement soumise au souverain en mai 2020. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2002, 1,1 million de personnes en chiffres nets ont immigré en Suisse. Et année après année 60'000 à 80'000 étrangers continuent de s'installer dans notre pays.

Les conséquences de ce phénomène sont énormes. Les partisans de la libre circulation des personnes prétendent que l'immigration est d'une importance centrale pour l'économie. Cette affirmation n'est juste que si on considère

l'économie de manière isolée et que l'on ignore délibérément les autres coûts – par exemple au niveau des institutions sociales, de la formation, de la santé ou de la sécurité. Et si on ferme les yeux devant la pression massive que la libre circulation des personnes exerce notamment sur les salariés de plus de 50 ans qui sont facilement remplacés par une main-d'œuvre importée plus jeune et moins chère. Le Conseil fédéral tente de résoudre ce problème par une nouvelle institution sociale appelée «rente pont».

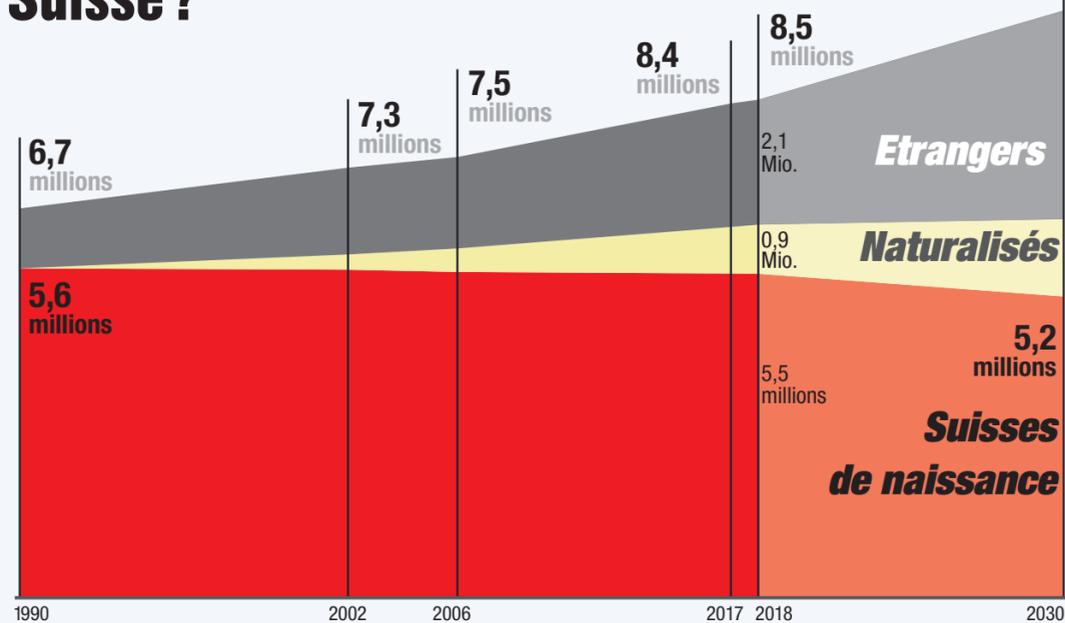
Les besoins de l'économie en professionnels qualifiés peuvent parfaitement être satisfaits de manière unilatérale et

contrôlée par la Suisse, donc sans accord de libre circulation, mais, conformément à la Constitution fédérale, en tenant compte de la situation économique générale et en appliquant la préférence nationale qui protège les salariés âgés.

La position de l'UDC est claire: la Suisse ne peut combattre les conséquences graves et onéreuses de la libre circulation qu'en reprenant en Suisse le contrôle de l'immigration. L'accord de libre circulation l'empêche de le faire. Ce traité conclu avec l'UE donne à 500 millions de citoyens UE le droit d'immigrer en Suisse.

www.initiative-de-limitation.ch

Bientôt 10 millions d'habitants en Suisse ?



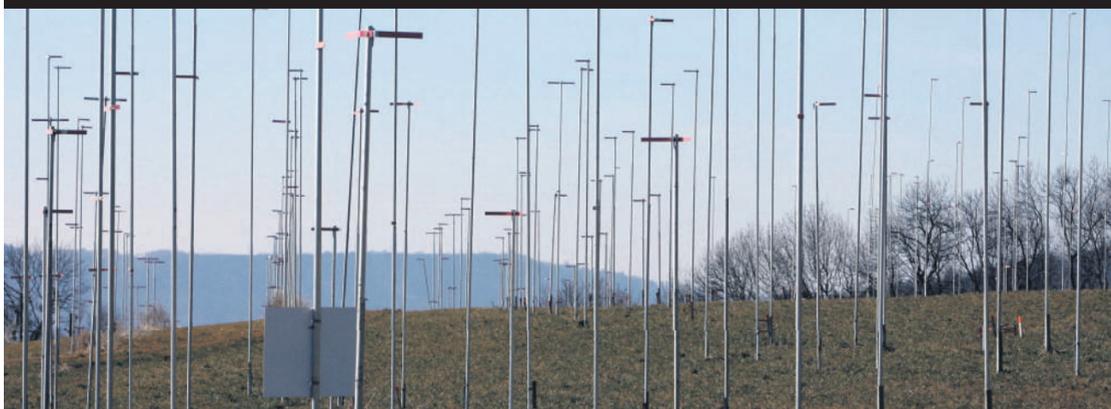
L'immigration croissante provoque une explosion démographique. Source: OFS, développement de la population résidente permanente en Suisse & propres extrapolations. Naturalisations par an cumulées depuis 1990.

Préserver notre environnement – limiter l'immigration

Le résultat de l'immigration de masse incontrôlée: durant les 13 années passées, un million de personnes ont immigré en Suisse. Cette explosion démographique nuit directement à notre environnement et au climat. Ses conséquences sont désastreuses: pendant ces treize années, des espaces verts d'une surface équivalente à 57'000 terrains de football ont été couverts de constructions. En d'autres termes, 407 millions de mètres carrés de nature ont été bétonnés, notamment pour construire 454'000 nou-

veaux logements. Un million d'immigrants signifie aussi 543'000 voitures et 789 autocars de plus sur les routes et 9 milliards de kilomètres supplémentaires parcourus. Avec un million d'habitants de plus, la Suisse consomme au moins 2 milliards de kilowattheures de plus par an, ce qui correspond à la production de 500 grandes éoliennes. Enfin, un million d'immigrants provoque une augmentation de la consommation d'eau de 59 milliards de litres par an.

Arrêtons de bétonner la Suisse !



Opinion

La destruction du modèle à succès suisse ?

Christoffel Brändli commente l'immigration et la politique environnementale

Durant les treize ans écoulés la population de la Suisse a augmenté de plus d'un million d'habitants à cause de l'immigration. Hormis l'UDC, tous les partis politiques souhaitent prolonger cette immigration déterminée par l'UE et imaginent sans inquiétude une Suisse à 10 millions d'habitants.

De toute évidence, les partisans de cette immigration se laissent guider par des intérêts commerciaux à court terme et ferment les yeux devant les conséquences de ce phénomène. Or, la Suisse risque d'y perdre durablement sa prospérité. Pourquoi?

La croissance démographique et les besoins supplémentaires qui en découlent exigent une augmentation de l'espace habitable de 20 à 30%. Cela signifie concrètement le bétonnage des paysages ou, en procédant à des constructions denses, l'émergence de bidonvilles dans nos agglomérations. Aujourd'hui déjà nous assistons à ce développement sans réagir. Vous êtes-vous demandé ce que cela signifie, par exemple, pour la ville de Coire que de devoir mettre à disposition 30% de plus d'espace de logement? Où sont donc les Verts-Libéraux qui récemment encore ont fait de grandes déclarations en faveur de la conservation des surfaces cultivables?

Le besoin en espace habitable n'est pas le seul problème. Un à deux millions d'habitants supplémentaires chargent encore plus nos infrastructures de transport qui ont déjà atteint les limites de leur capacité. Un à deux millions d'habitants supplémentaires signifie au moins 500'000 voitures de plus ou implique une extension excessivement onéreuse des transports publics.

Nos institutions sociales – AVS, aide sociale, assurance-maladie et autres – seront encore plus difficiles à financer. Le seul financement des rentes AVS supplémentaires exige la création de deux à trois millions nouveaux emplois. Une chose totalement impossible à l'ère

de la numérisation. Une Suisse à 10 millions d'habitants consommera aussi beaucoup plus d'énergie. Personne ne sait où on pourra la prendre.

Notre société change elle aussi de manière dramatique. L'intégration des immigrants n'est plus guère possible. Les tensions entre nouveaux arrivants et autochtones augmentent. Les écoles ont de plus en plus de mal à atteindre leurs objectifs de formation en raison de la composition hétérogène des classes. La population autrefois homogène est en train de se disperser en groupes d'habitants qui vivent certes ici, mais qui n'ont plus aucun rapport entre eux.

Comment la politique réagit-elle face à ce développement? On fonde une alliance pour le climat – on ne sait pas très bien ce que cela veut dire – et on tente de détourner l'attention du public des problèmes que pose une immigration totalement démesurée. La grande industrie se montre reconnaissante à l'égard de la politique parce que l'immigration lui permet d'augmenter ses bénéfices.

Il est temps que le peuple suisse s'éveille et qu'il prenne en main son avenir. Il est minuit moins cinq et l'accord-cadre, par lequel la Suisse se soumettra définitivement à l'UE, est proche de son application. Ainsi, la démesure aura atteint l'objectif final: la destruction définitive du modèle à succès suisse qui se fonde sur l'autodétermination, la modestie et la liberté.

Christoffel Brändli était conseiller d'Etat et il a siégé au Conseil des Etats. Il habite à Landquart (GR).

Des questions

- Concernant le matériel électoral ?
- Concernant les élections ?



Hotline électorale gratuite :
0800 0 1291 0

Courriel :
elections@udc.ch

Renseignements gratuits et compétents ici !

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019. Comment élire correctement ? Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse ?

Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end.



Dans un local sombre...



... peu après 21 heures, les fers de lance du parti le plus fort de Suisse se réunissent. La période la plus folle de la vie politique est probablement en train de recommencer ...

Regardez «Campagne électorale – le film» sur

<https://wahlkampfderfilm.ch/fr/>



Grand quiz électoral www.udc.ch/concours Participez et gagnez !



1 Que signifie le projet d'accord-cadre UE pour la Suisse ?

- L'intégration de la Suisse dans l'UE = FA
- La soumission de la Suisse à l'UE = VO



2 Combien d'immigrants en chiffres nets sont venus en Suisse depuis 2007 ?

- environ 100'000 = KE
- environ 1'000'000 = T



3 Qui pouvez-vous appeler gratuitement si vous avez des questions concernant le matériel électoral ?

- Darius Rochebin = NE
- La Hotline électorale gratuite de l'UDC = EZ



4 Quel est le slogan électoral de l'UDC pour les élections du 20 octobre ?

- «Bière gratuite et sécurité» = W
- «Liberté et sécurité» = U



5 A quel niveau passerait la TVA suisse (actuellement 7,7%) en cas d'adhésion à l'UE ?

- A au moins 10% = S
- A au moins 15% = DC



6 Qui a dit : «Cet accord serait la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale» ?

- Thomas Matter, conseiller national = I
- Christa Markwalder, conseillère nationale PLR = F

Liberté et sécurité. La Suisse doit le rester. J'y contribue !

- Je souhaite devenir membre de l'UDC à mon lieu de domicile, resp. dans ma région/mon canton. Je verse une cotisation annuelle et je suis invité aux assemblées et manifestations du parti.
- Je souhaite être informé sur les activités en cours, les communiqués de presse et les articles de l'UDC Suisse. Veuillez m'envoyer dès à présent votre lettre d'information gratuite à l'adresse courriel ci-dessous.
- Veuillez m'envoyer gratuitement le programme politique de l'UDC Suisse.
- Je suis prêt à mettre à disposition mon terrain, ma grange, un mur de ma maison pour des affiches de la **campagne UDC au Conseil national**.

Veuillez m'envoyer :

- ___ Affiches A0 pour tous les temps (solide) (A0 = 84,1 cm x 118,9 cm)
- ___ Affiches A2 en papier (A2 = 42 cm x 59,4 cm)

- Je soutiens la **campagne de l'UDC au Conseil national** (les dons peuvent être déduits dans une certaine mesure des impôts cantonaux et communaux).
 - Je fais un don de _____ francs sur le **CCP 30-8828-5** de l'UDC Suisse.
 - Veuillez m'envoyer un bulletin de versement de l'UDC Suisse
- J'accepte que vous utilisiez mon adresse pour la publicité de l'UDC.
- Je souhaite devenir membre du comité interpartis «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE» (voir article à la page 5).

Nom/Prénom

Rue

NP/Lieu

Téléphone

Courriel

Signature

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :
UDC Suisse, Secrétariat général, case postale, 3001 Berne
Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58, fax 031 300 58 59

Participez au concours en ligne :
www.udc.ch/concours

Enoncé de la solution correcte

1 2 3 4 5 6

Cochez les réponses correctes, écrivez les lettres correspondantes dans la même suite que les questions et renvoyez la solution. Délai de renvoi : 20 octobre 2019

1^{er} au 5^e prix : invitation personnelle au domicile de Christoph Blocher qui vous fera visiter, à vous-même et à la personne qui vous accompagne, sa collection privée de tableaux des peintres Anker et Hodler.

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2019. Il n'y aura aucune correspondance concernant le concours. Un versement au comptant n'est pas possible. Tout recours judiciaire est exclu.

www.udc.ch



ÉDITION SPÉCIALE

de l'UDC Vaud | www.udc-vaud.ch



RESTER LIBRE!

LISTE 13



Pour la Suisse, sans concession

Tout Suisse le sait, vivre dans notre pays est une chance. Nous connaissons la paix, la prospérité et la stabilité, nous jouissons d'un bon niveau de vie et évoluons dans un environnement d'une rare beauté. Néanmoins, des nuages menaçants assombrissent le ciel helvétique.

Les récentes revendications des idéologues du climat menacent d'asservir la population sous le joug de nouvelles taxes et de contraintes additionnelles. Sous prétexte d'urgence climatique, les bien-pensants veulent imposer une réorganisation sociale utopique et une rééducation citoyenne oppressive, déresponsabilisant par là même les individus et les privant de leurs libertés.

Alors que les contribuables travaillent dur et participent à l'économie et au financement de l'Etat, nos autorités se plaisent à redistribuer l'argent de manière irresponsable. Malgré les mesures de rétorsion de Bruxelles à l'égard de notre pays, malgré les attaques en règle contre la place financière suisse, tous les partis sauf l'UDC maintiennent leur volonté de verser chaque année le milliard de cohésion à l'Union européenne. Par ailleurs, est-il normal que les Suisses, qui ont versé des cotisations pendant de nombreuses années, ne touchent pas plus d'aide sociale que les migrants économiques qui profitent de notre système ? Est-il acceptable que, chaque mois, un requérant d'asile coûte plus cher que ce que touche un rentier à l'AVS ? Peut-on admettre que des personnes dépendantes de l'aide sociale vivent plus confortablement que certains travailleurs ? Enfin, que dire des étrangers criminels et des requérants déboutés qui ne sont pas renvoyés et qui continuent à profiter de nous ?

Les tentatives de nuire à notre prospérité sont nombreuses : les minorités ébranlent notre cohésion avec leurs revendications tyranniques, les profiteurs mettent le système en péril, générant ainsi davantage de contrôles et de restrictions, la centralisation et la réglementation excessive paralysent nos institutions, l'égalitarisme aboutit au nivellement par le bas et détruit toute volonté de distinction, les forces de l'ordre font face au mépris et voient leurs moyens

d'action se restreindre, nos autorités peu scrupuleuses vendent notre souveraineté aux instances supranationales.

Pour répondre à ces attaques sur tous les fronts, il est nécessaire de prendre un peu de hauteur. C'est depuis les sommets que la force et la beauté de notre pays se révèlent. La Suisse a déjà résisté à bien des assauts. Dans l'histoire récente, elle a tenu bon face à la grève générale de 1918, face à la Deuxième Guerre mondiale, face au mouvement de mai 68, face à l'Espace économique européen. C'est avec ce même esprit de résistance que nous pourrions préserver les institutions qui font notre succès et notre stabilité : la démocratie directe, le fédéralisme, le système de milice, la neutralité et la culture du compromis qui nous permet de rester ouverts sur le monde.

Minuscule pays au cœur du continent, pauvre en ressources, avec un climat hostile, la Suisse pourrait ressembler à un tas de pierres insignifiant et inhospitalier. Toutefois, par leur travail, leur savoir-faire, leur sagesse et leur persévérance, nos aïeux ont construit un pays prospère dans lequel il fait bon vivre. Consciente de notre responsabilité de préserver cet héritage, l'UDC s'engage à faire vivre ces valeurs communes de souveraineté et de responsabilité, car c'est sur ce socle que s'est forgée notre identité nationale.

Sans cet ancrage dans ce qui fait la force de la Suisse, nous en serions réduits à nous laisser porter par les tendances et les effets de mode, à l'image des autres partis. Pour nos partisans, comme pour nos détracteurs, une chose est sûre : l'UDC maintient le cap, elle demeure cohérente et fidèle. Nous refusons de nous disperser. Nous sommes là où les gens nous attendent et ne trahissons jamais nos valeurs, car le combat que nous menons est pour la Suisse, sans concession.

SOUTENEZ L'UDC!

Participez à la campagne de l'UDC Vaud en sponsorisant l'envoi de flyers dans la commune de votre choix. Rendez-vous sur le site internet:

www.prospectus-partout.ch/udc-vaud

ou faites un don pour la campagne sur le compte:

CH90 0900 0000 1269 0779 7

UDC Vaud, Secrétariat général
Rue de la Louve 1, 1003 Lausanne

Merci pour votre engagement en faveur d'une Suisse libre et prospère.

Nos engagements pour la Suisse

Indépendance et souveraineté

L'UDC s'engage pour la sauvegarde d'une Suisse indépendante et neutre. Le bradage de la souveraineté suisse par les élites politiques doit être stoppé. Il faut empêcher le rattachement sournois de notre pays à des structures internationales comme l'UE. Préservons nos institutions, qui sont liées à l'histoire de notre peuple et de notre pays, pour que la Suisse reste la Suisse.



Asile et immigration

Les personnes qui veulent s'installer en Suisse doivent subvenir elles-mêmes à leurs besoins, s'intégrer et respecter l'ordre juridique du pays. L'immigration doit être utile à la Suisse. Or, l'arrivée en masse d'étrangers en provenance de l'UE menace les emplois des travailleurs âgés.



Plus pour la classe moyenne, moins pour l'Etat



L'Etat ne cesse d'enfler. C'est avant tout la classe moyenne qui paie la facture de cette politique irresponsable. Cette dynamique doit être brisée afin de valoriser la responsabilité individuelle pour permettre à chacun de jouir du fruit de son travail. Car la prospérité du pays dépend avant tout de la bonne santé de la classe moyenne. Chaque franc dépensé doit d'abord être gagné.

Environnement



La responsabilité individuelle et l'application pratique des résultats de la recherche et de la science sont les moyens les plus efficaces pour protéger l'environnement. La manie des idéologues qui consiste à multiplier les interdictions et les mesures éducatives de type totalitaire n'ont que des effets négatifs. L'innovation et les bonnes habitudes sont infiniment plus efficaces.

Redonnons du pouvoir d'achat à la classe moyenne !

La classe moyenne est de plus en plus mise sous pression par la fiscalité et les diverses taxes existantes ou écologiques à venir. L'UDC met et mettra tout en œuvre pour limiter les taxes et les impôts ainsi que pour combattre toute nouvelle tentative de prélèvement fiscal.



Cette année, j'ai déposé une motion qui a été acceptée par les deux chambres fédérales. Ma motion concerne l'impôt fédéral direct et demande d'augmenter le forfait déductible pour les primes d'assurance maladie.

Suite à l'acceptation de mon dépôt, le Conseil fédéral devra faire passer le forfait déductible pour le contribuable seul de CHF 1700.- à CHF 3000.-, de CHF 3500.- à CHF 6100.- pour les couples mariés, et pour chaque enfant à charge de CHF 700.- à CHF 1200.-. Cette proposition va permettre un gain de 500 millions de francs pour tous les contribuables de notre pays.

L'imposition de la valeur locative est aussi dans mon point de mire. Je désire encourager l'accès à la propriété, notamment en demandant la suppression de l'imposition sur la valeur locative. Ce revenu fictif ajouté au salaire ou à la rente des propriétaires les pénalise au niveau



de leur pouvoir d'achat, surtout lorsqu'ils sont à la retraite.

Je m'engage, avec mon parti, à modérer la pression fiscale tout en maîtrisant les dépenses publiques. Les prélèvements fiscaux prennent l'argent dans la poche des gens qui travaillent et qui font des efforts. Ils doivent donc être utilisés de manière efficace et responsable, sans étouffer les contribuables.

Que celles et ceux qui désirent continuer d'alléger les charges des familles, grâce aux déductions fiscales, votent pour l'UDC.

Jean-Pierre Grin
Conseiller national, Maître agriculteur
Candidat à sa réélection



Michaël BUFFAT

- + Cadre bancaire, 40 ans
- + Conseiller national
- + Vice-président du Groupe parlementaire
- + Vuarrens

Emploi

« La sécurité de l'emploi est menacée par la libre circulation des personnes. Je me bats pour une gestion autonome de l'immigration et pour une authentique préférence nationale. »

L'UDC est le seul parti...

• qui défend nos libertés

Nous nous battons pour un pays libre, affranchi de toute tutelle étrangère. Les Suisses doivent pouvoir décider eux-mêmes des lois qui régissent leur quotidien.

L'UDC met tout en œuvre pour que les taxes et impôts soient modérés, afin de laisser aux contribuables la liberté de jouir du fruit de leur travail.

Les individus et les entreprises ont besoin d'autonomie, nous refusons de tout réglementer et travaillons à diminuer les tracasseries administratives.

Nous résistons contre la tendance des autres partis à développer une dépendance étatique totale qui porte préjudice à nos libertés. La force de notre pays réside dans nos concitoyens, libres et responsables, et l'Etat doit rester le plus discret possible.

• qui préserve le modèle suisse

Nous reconnaissons le peuple suisse comme autorité suprême et affirmons notre indépendance face à tout autre Etat. Il est inacceptable qu'une instance étrangère nous enlève notre liberté, comme l'Union européenne qui nous a récemment privés de notre droit libéral sur les armes.

Nous protégeons nos frontières, car elles sont la condition nécessaire pour que notre démocratie puisse exister. Sans territoire commun, il n'y a pas de peuple.

La souveraineté préserve nos institutions, qui sont liées à notre histoire et à notre identité. Nous défendons notre système de milice, tant au niveau militaire que politique, car il permet un équilibre entre pouvoir et responsabilité pour que chacun contribue à sa mesure au bien commun de la patrie. Un pouvoir décentralisé et proche des réalités du terrain est beaucoup plus efficace pour trouver des solutions adaptées aux besoins de la population. Notre pays tire sa force de son organisation fédéraliste.

• qui agit concrètement pour l'environnement

L'UDC est le seul parti qui a toujours eu une ligne favorable à la préservation de l'environnement, par des moyens concrets, en prônant une gestion durable et réaliste de nos ressources.

Comptant de nombreux agriculteurs dans nos rangs, nous favorisons la production et la consommation de denrées alimentaires locales de qualité et souhaitons réduire les importations au strict nécessaire.

En limitant l'immigration, nous évitons de surexploiter nos ressources et de saturer notre territoire. Nous nous battons pour ménager des espaces naturels et des surfaces cultivables suffisantes à nos besoins.

Nous nous opposons à toute taxe supplémentaire. Nous soutenons le développement de solutions durables au moyen de nouvelles technologies qui contribuent efficacement à la préservation de l'environnement et assurent un meilleur rendement énergétique.

• qui se bat pour notre sécurité

Un pays libre est avant tout un pays sûr. Notre parti se bat pour une défense crédible qui dispose de moyens suffisants et efficaces. Nos forces de l'ordre méritent notre respect et notre soutien indéfectible.

La maîtrise de l'immigration contribue directement à accroître notre sécurité. Nous devons retrouver le contrôle de nos frontières. Schengen est une passoire, nous exigeons des contrôles plus stricts ainsi que le renvoi effectif des profiteurs, des faux réfugiés et des étrangers criminels.

Afin de garantir notre indépendance et notre sécurité, nous prônons l'auto-provisionnement énergétique. Nous soutenons les installations hydrauliques existantes et souhaitons qu'elles soient développées car il s'agit de l'énergie suisse par excellence, propre, facile à stocker, avec un bon rendement.

L'UDC respecte notre neutralité et la non-immixtion dans les conflits.

• qui donne la priorité aux Suisses

Nous nous engageons en premier lieu pour les citoyennes et les citoyens de ce pays. L'intérêt de notre population passe avant tout le reste.

Notre parti se bat pour que les résidents suisses soient prioritaires dans l'attribution des places de travail.

Il est irresponsable de financer le séjour de réfugiés économiques avec l'argent des contribuables, alors que nos retraités ont souvent de la peine à subvenir à leurs besoins. Nous n'acceptons pas que l'arrivée en masse d'étrangers augmente l'insécurité, sature nos infrastructures, densifie nos agglomérations, représente une menace pour l'environnement, exerce une pression démesurée sur les salaires et les places de travail. Seules les personnes qui subviennent à leurs besoins, s'intègrent et sont profitables à notre pays doivent être admises.



Jacques NICOLET

- ✚ Maître agriculteur, 54 ans
- ✚ Conseiller national
- ✚ Président de l'UDC Vaud
- ✚ Lignerolle

Souveraineté

« Je défends notre système démocratique, la Suisse est souveraine et nous devons pouvoir décider librement de notre taux de TVA, du contenu de nos assiettes, de notre immigration ou de la protection des emplois et des salaires de nos travailleurs, sans subir de diktat externe. »

POUR DÉFENDRE VOS LIBERTÉS
AU CONSEIL DES ÉTATS

MICHAËL BUFFAT **JACQUES NICOLET**

Candidat
au Conseil national

Anita BURRI

- ✚ Employée de commerce (certification Ressources humaines)
- ✚ 45 ans, mère de 5 enfants
- ✚ Présidente Section UDC Yvonand-Menthue
- ✚ Yvonand

Famille

« Prônant la responsabilité individuelle, je m'oppose fermement à toute intrusion étatique dans nos vies de famille. L'éducation des enfants revient aux parents, l'Etat ne doit pas outrepasser son rôle de formation et d'instruction. »

Défendre la profession agricole: notre priorité !

Dans le climat récent de suspicion à l'égard de la profession agricole, il importe plus que jamais de défendre les intérêts et l'honneur des familles paysannes.



En tant que représentant de cette profession et chef du groupe UDC, j'ai pris cette responsabilité à bras-le-corps, notamment en dénonçant les attaques des écolos dogmatiques et des journalistes à court de compétences, ainsi qu'en appelant à une meilleure valorisation du travail des paysannes.

A la suite des articles scandaleux prétendant que des milliers d'éleveurs suisses maltraitaient leurs animaux, j'ai demandé, au nom du Comité du groupe agricole, que nous soit accordée une déclaration officielle lors de la séance du Grand Conseil du 2 juillet. Dans cette déclaration, à laquelle le groupe UDC s'est évidemment rallié, j'ai fermement dénoncé les affirmations calomnieuses de plusieurs journaux qui ont porté atteinte à l'honneur des éleveurs suisses sans aucun discernement

et avec une méconnaissance coupable de la réalité du terrain. Bafouant le principe de proportionnalité, ces journalistes ont présenté une analyse sensationnaliste et orientée à l'extrême. A l'avenir, nous demandons aux autorités fédérales et cantonales de fournir des informations plus transparentes, distinguant clairement les infractions pénales des simples manquements administratifs.

Concernant la volonté de l'Etat de Vaud de réduire l'utilisation du glyphosate, j'ai rappelé au nom du groupe UDC que l'agriculture suisse est respectueuse de l'environnement, au contraire de nombreux autres pays. En effet, les méthodes de notre agriculture ne sont heureusement pas celles des USA ou de certains pays européens. Pour preuve, aucune trace de glyphosate n'a été trouvée dans les produits issus de notre agriculture. Rien d'étonnant à cela, puisque la maturation à coups de glyphosate est interdite en Suisse. C'est pourquoi les écolos du dimanche doivent cesser de transformer les agriculteurs suisses en boucs émissaires, alors que des produits étrangers contenant des traces parfois élevées de glyphosate sont importés en masse.

Dans un autre contexte, j'ai eu l'honneur de participer en date du 12 juin à la conférence de presse organisée par l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales (USPF) et Swissaid, lors de laquelle nous avons appelé à ce que le travail des paysannes soit mieux valorisé. Alors que les agricultrices travaillent en moyenne 63 heures par semaine, seules 30% d'entre elles bénéficient de la sécurité sociale et sont rémunérées pour leur travail. Concrètement, il est notamment demandé d'ancrer la sécurité sociale des paysannes dans la politique agricole et de renforcer leur participation aux décisions politiques.

Voter UDC, c'est s'assurer d'élire des représentants qui ont à cœur de défendre la profession agricole avec sincérité et une dévotion sans faille. Ensemble, rétablissons un climat de confiance et de soutien aux familles paysannes de notre pays, pour notre bien et pour celui de la Suisse !

Philippe Jobin, Député
Chef de Groupe, Syndic, Echichens
Candidat au Conseil national

Garantir notre souveraineté

Pour garantir la souveraineté et l'autonomie d'un Etat, l'autorité politique doit non seulement gouverner sur le territoire et sur la population, mais elle doit aussi affirmer son indépendance par rapport aux autres Etats. La souveraineté transcende les générations, elle est source de succès et d'émancipation.



Le 6 décembre 1992, les Suisses ont voté et ont refusé l'entrée dans l'Espace économique européen (EEE). Contre l'avis du Conseil fédéral, contre la majorité de la classe politique, contre les syndicats et les milieux économiques, le peuple a choisi la dignité du souverainisme et a remis l'indépendance à l'honneur contre le supranationalisme qu'on voulait lui imposer.

Force est de constater que depuis cette date, la stratégie du contournement, la méthode des petits pas, le mensonge par omission veulent cacher le projet ultime d'intégration à l'Union européenne. On peut mentionner, par exemple, le refus de l'autodétermination en novembre dernier, ou l'acceptation récente de la directive européenne qui nous prive de notre droit libéral sur les armes. Nos votations se déroulent maintenant sous tutelle, l'agenda politique semble nous être dicté par Bruxelles. Il est temps que

certaines de nos élites avouent aux citoyens leurs réels desseins.

La démocratie directe est en passe d'être réduite à une caisse d'enregistrement de textes émanant de l'étranger. La classe politique nous présente ces directives comme étant inéluctables et sources de progrès. La souveraineté populaire est battue en brèche. Le citoyen avide de vérité, fier de son histoire, convaincu de la valeur de ses traditions, se voit trahi par une certaine élite qui vise l'intégration économique et politique jusqu'à l'effacement de la nation.

Des termes comme « peuple suisse » sont devenus connotés voire stigmatisants. Pour honorer la pensée unique, il ne faudrait plus rien nommer. Les peuples devraient laisser place au mondialisme à tous crins. Le territoire serait dépassé et voué à disparaître au profit de la supra-territorialité incontrôlable et sans limite.

Mais la souveraineté n'est pas un mot sans signification. C'est une version étatique de l'amour et de la fidélité, l'amour et la fidélité envers son pays, son histoire, son avenir. Cet engagement ne se fait pas au détriment des autres, mais pour le peuple et avec lui. Car les citoyens ont un impact véritable sur leur destin.

Cet amour du pays, nous le reconnaissons aussi aux autres nations, et cela n'empêche nullement les discussions, la coopération, les échanges.

Je ne suis pas né suisse, je le suis devenu, ni par nécessité, ni par opportunisme, mais parce que j'ai été impressionné par ce pays, par sa population, son histoire, sa manière de vivre. Un pays si peu peuplé, si petit en taille, qui ne dispose pas de beaucoup de ressources, un pays qui semble insignifiant, mais qui s'est hissé au rang des grandes nations.

La revendication de souveraineté est légitime. Elle constitue bel et bien une réaffirmation du politique, ancré dans la réalité locale, contre cette tendance à la privatisation du pouvoir, ainsi qu'à l'éloignement des centres de décisions. De par mes origines, je sais ce que colonie veut dire. C'est dans cette direction que l'on se dirige tout droit, avec de nombreux élus qui ne veulent rien assumer. Face aux attaques, je veux être le dernier des Mohicans. Car qui ne défend pas ses droits mérite de les perdre et s'expose à la servitude.

Jocelyn Canope, Président du
Conseil communal, Payerne
Candidat au Conseil national

Candidat
au Conseil national

Pierre-Yves RAPAZ

- ✚ Maître agriculteur-Viticulteur
- ✚ 52 ans, 3 enfants
- ✚ Député, Municipal
- ✚ Bex

Energie et indépendance

« Je m'engage pour un approvisionnement énergétique suisse, afin de garantir notre indépendance. Château d'eau de l'Europe, notre pays est très bien positionné avec le potentiel énergétique des barrages. Je veux défendre cette énergie propre et efficace, ressource suisse par excellence. »



Pierre-André Pernoù

- + Agriculteur – viticulteur
- + 63 ans, 3 enfants
- + Député, Syndic
- + Gollion

Asile

« La tradition d'accueil de la Suisse doit être préservée pour ceux dont la vie ou l'intégrité physique est menacée. Il est de notre devoir de retrouver le contrôle de nos frontières, afin d'exclure toute attractivité de notre pays pour les profiteurs. Accueillons moins, mais mieux. »

Les imposteurs du climat

Incontestablement, 2019 est l'année du climat. Pas un jour sans que la presse n'en parle, pas une seule semaine sans être interpellé par son entourage sur le dérèglement climatique. Politiquement, l'alarmisme actuel profite aux partis écologiques partout en Europe.



Ces ayatollahs du climat sont à la fois de faux prophètes et de vrais imposteurs. Seule une politique soucieuse de la souveraineté alimentaire et énergétique de la Suisse est une politique favorable au climat ! N'en déplaise aux imposteurs du climat, seule l'UDC défend une politique réaliste et efficace en la matière.

« L'écologie, il y a ceux qui en parle et il y a ceux qui la font ! », cette affirmation colle bien à la réalité politique actuelle en Suisse et dans toute l'Europe. Ceux qui en parlent, ce sont d'abord les Verts, puis – par opportunisme – tous les autres partis. Ceux qui la font, ce sont les Suissesses et les Suisses qui veillent à consommer local en favorisant les produits issus de notre terre, ce sont les Suissesses et les Suisses qui veillent à recycler et à compostier les déchets qu'ils produisent afin de les valoriser sans polluer, ce sont les Suissesses et les Suisses qui privilégient des vacances en

Suisse, à la découverte des paysages fabuleux de notre pays. Enfin, ce sont les citoyens qui ont voté OUI le 9 février 2014 à l'initiative contre l'immigration de masse. Ce sont les électeurs de l'UDC qui « font » de l'écologie sans se vanter bruyamment de la défendre.

L'imposture des mouvements écologiques est totale. Les partis de gauche (PLR inclus) sermonnent et donnent des leçons de comportement alors qu'ils ont soutenu sans restriction aucune la libre circulation des personnes. La libre circulation c'est, en chiffre net, 1'000'000 d'immigrés entre 2002 et 2016 – soit en 14 ans. Ces gens mangent, consomment, se chauffent, se déplacent, produisent des déchets. En clair, 1'000'000 d'immigrés ont conduit à la mise en circulation de près de 500'000 voitures et à la construction de 350'000 logements. Entre 2010 et 2014, on bétonnait un mètre carré par seconde en Suisse à cause de l'immigration massive ! Ce désastre écologique n'est pas la politique de l'UDC – au contraire ! – mais celle des partis prétendument écologiques qui nous donnent la leçon. En 14 ans, la politique des imposteurs du climat a conduit à devoir construire l'équivalent d'un nouveau canton de Berne pour loger les immigrés. Les Verts et leurs alliés, qui nous conduisent à une

Suisse de 10 millions d'habitants d'ici vingt ans, n'ont aucune leçon à donner à quiconque en matière d'écologie !

Ensemble, défendons notre pays et sa souveraineté, notamment alimentaire et énergétique. Veillons à favoriser les produits locaux issus de notre agriculture et refusons de consommer des produits qui, pour finir dans nos étalages, ont été transportés dans des cargos qui polluent les océans. Ensemble, développons notre indépendance énergétique en favorisant les énergies suisses renouvelables (barrages, installations hydrauliques, photovoltaïque, éolien) et en soutenant l'innovation et la recherche.

Le meilleur moyen de préserver notre environnement, c'est de défendre la Suisse, son indépendance et sa souveraineté en luttant contre la libre circulation des personnes, c'est favoriser une production énergétique et alimentaire suisse. Seule l'UDC se bat de manière cohérente et réaliste pour une politique favorable à l'environnement.

Jennifer Badoux
Vice-présidente de l'UDC Vaud
Candidate au Conseil national

Si l'accord-cadre passe, la Suisse trépassse

Se parler sur un pied d'égalité et traiter d'égal à égal. Voilà comment la grande majorité des Suissesses et des Suisses voient les relations entre notre pays et l'Union européenne. Or, si cette vision respectueuse et réciproque des choses est largement partagée en Suisse, tel n'est plus le cas à Bruxelles. Aux yeux de l'UE, la Suisse doit être mise au pas dans les meilleurs délais.



Depuis la campagne ayant mené au refus de l'adhésion à l'Espace économique européen, le dimanche 6 décembre 1992, jusqu'à aujourd'hui, les euroturbos suisses n'ont jamais changé de stratégie : ils répètent que la Suisse serait au bord d'un gouffre économique, que seule une adhésion à l'UE – ou un rattachement institutionnel – pourrait encore nous sauver de l'effondrement économique. 30 ans que ça dure, 30 ans de contre-vérités !

Comme tous les Etats, le nôtre est fondé sur sa constitution qui garantit notre liberté et notre indépendance. Or, ce sont précisément ces deux piliers qui sont aujourd'hui menacés par des élites qui veulent accéder aux marchés

européens à n'importe quel prix et ne voient que le profit à court terme.

Loin de nous traiter d'égal à égal, l'Union européenne veut nous imposer sa tutelle. Ne nous laissons pas bernier par les mots rassurants ; en signant l'accord-cadre institutionnel tel que l'UE veut nous l'imposer, nous aurons les pieds et poings liés au niveau fédéral, mais aussi au niveau cantonal et communal. En effet, de nombreuses compétences cantonales et communales seraient restreintes, tout comme les droits de participation démocratique des citoyens.

Savez-vous que l'UE pourra contraindre la Suisse à augmenter son taux de TVA sous peine d'amende ? L'accord-cadre servira à contraindre juridiquement la Suisse à se conformer aux lois de l'UE. Le piège est bien dissimulé, car le peuple suisse pourra toujours se prononcer politiquement lors de votations et donc personne ne prendra vraiment conscience de la perte de souveraineté. Les élites tenteront de nous rassurer en affirmant que nos droits démocratiques seront maintenus. Mais ce qu'elles tairont, c'est que l'accord-cadre – s'il est

accepté – donnera le droit à la Cour de justice européenne de nous amender si la décision démocratique avait le mauvais goût de déplaire à Leurs Excellences de Bruxelles. Ces repréailles auxquelles nous nous exposons, nos élites les désignent crapuleusement sous le terme de « mesures compensatoires ».

En clair, le principe de l'accord-cadre est simple : l'Union européenne commande et la Suisse obéit. Ce n'est pas de cette manière que les Suissesses et les Suisses conçoivent un rapport respectueux et d'égal à égal. Pour qu'un accord soit acceptable pour les deux parties, un certain équilibre des intérêts est nécessaire. L'UE demande que les accords bilatéraux soient dynamisés. En contrepartie, la Suisse doit exiger des mesures de compensation et ne doit pas accepter la reprise automatique du droit européen. Il convient de rappeler aux élites bruxelloises que la Suisse n'est petite que sur une carte.

Dr Thierry Dubois
Député, Vice-président de l'UDC Vaud
Candidat au Conseil national



Pascal Gafner

- + Technicien ES industrie graphique
- + 36 ans
- + Conseiller communal, président 2017-2018
- + Yverdon

Transports

« Moteur de l'économie, notre mobilité doit être efficace et desservir toutes les régions. Je souhaite fluidifier le trafic par des investissements qui prennent en compte les besoins des usagers des transports publics tout comme les besoins des usagers de la route. »

Retrouvons nos m

List

50%

Le degré d'autosuffisance net de la Suisse en denrées alimentaires.

L'UDC se bat pour augmenter ce chiffre en soutenant des exploitations familiales performantes et dotées de structures modernes.



8

Huit fois par jour on assiste à une attaque contre une agente ou un agent de police.

Notre parti se bat pour la défense de nos forces de l'ordre et pour que les criminels étrangers condamnés soient systématiquement expulsés.



3 milliards

C'est en francs ce que nous payons à l'étranger pour l'aide au développement.

Il est injuste de dépenser cette somme astronomique pour les autres, alors que de nombreuses familles suisses ont du mal à boucler les fins de mois à cause des impôts et redevances.



manches!



te 13



+52%

Les coûts de l'asile ont plus que doublé en 4 ans, passant de 0.9 en 2014 à plus de 1.4 milliards l'an dernier.

Nous demandons une application rigoureuse de la législation sur l'asile, des décisions rapides et une réduction des prestations d'assistance accordées aux migrants.

626

Le nombre de viols qui ont été dénoncés en Suisse en 2018. 60% des accusés sont des étrangers non-intégrés.

L'UDC exige des peines plus sévères et des expulsions systématiques pour les étrangers criminels.



x4

Le nombre de musulmans en Suisse a quadruplé depuis 1990.

L'UDC s'engage en faveur du fondement chrétien et occidental de notre Etat et refuse tout droit spécifique à motivation religieuse qui est en contradiction avec notre régime juridique.





Yves RAVENEL

- ✚ Maître agriculteur
- ✚ 54 ans
- ✚ Président du Grand Conseil, Syndic
- ✚ Trélex

Agriculture

« Je m'engage en faveur de notre agriculture pour qu'elle reste productrice de denrées de qualité, dans le respect du développement durable, tout en assurant un revenu qui honore le travail de nos familles paysannes. »

Utilisons les produits suisses pour favoriser notre économie

Sous pression de l'Europe et de la Communauté internationale, via l'Organisation mondiale du commerce, la Suisse a accepté divers accords qui menacent notre économie et nos ressources.



Sous couvert de non-discrimination des entreprises dans les appels d'offres, l'Accord sur les marchés publics tend à favoriser les entreprises étrangères, générant ainsi une concurrence déloyale envers les acteurs de notre économie indigène.

En effet, le prix étant l'élément déterminant lors de l'attribution d'un marché public, les entreprises étrangères se voient attribuer les mandats en priorité. N'ayant de loin pas les mêmes charges que les entreprises suisses, ne serait-ce qu'en termes de salaires, elles sont systématiquement favorisées.

Le peu d'économies ainsi réalisées se fait donc au détriment des entreprises suisses. Ce sont pourtant elles qui fournissent des milliers d'emplois, contribuent à la formation professionnelle de notre jeunesse et paient des impôts.

Mais ce n'est pas tout, il en va de même avec les matériaux. L'Accord sur les marchés publics interdit également d'imposer des matériaux indigènes. Le bois suisse en fait chaque jour la triste expérience. Même s'il est issu de nos propres forêts et largement soutenu par les collectivités publiques, l'utilisation de notre bois n'est pas favorisée par la loi.

Est-ce normal qu'un accord empêche un pays d'utiliser en priorité ses propres ressources naturelles ? Ainsi, en Suisse, de nombreux bâtiments publics, comme les écoles, sont hélas construits en bois étranger, venant d'Europe ou des pays de l'Est.

Ce même problème se pose pour le gravier utilisé pour la réfection de nos routes : il est importé depuis la France, faute de pouvoir imposer le gravier issu de nos sols.

Et notre agriculture n'est pas épargnée. Divers traités, comme les accords de libre-échange avec la Malaisie ou les Pays du Mercosur, menacent directement notre agriculture avec des importations de produits ne correspondant de loin pas aux normes suisses.

L'UDC est seule à se battre pour que nos entreprises et produits suisses ne soient pas discriminés. Au niveau cantonal, le Parlement a accepté mon postulat qui demande de recourir au gravier indigène dans la réfection des routes cantonales. Une commission a également accepté ma motion qui demande d'inscrire le bois suisse comme base de référence dans la loi sur les marchés publics. De plus, le Parlement a soutenu notre initiative qui demande de sortir les produits agricoles de l'accord de libre-échange avec le Mercosur.

Voici des actes concrets en faveur de notre économie et également en faveur du climat, puisque les produits issus de nos sols ne sont pas transportés sur des milliers de kilomètres.

Les nôtres avant les autres, voilà ce qui fait battre le cœur de notre parti.

Vive l'UDC, vive le Pays de Vaud et vive la Suisse !

Yvan Pahud, Député Municipal, Sainte-Croix
Candidat au Conseil national

L'histoire de la Suisse, un modèle d'indépendance

Le 1er octobre 1273, le couronnement de Rodolphe 1er de Habsbourg va conduire les Waldstätten à affirmer leur indépendance. Celle-ci prendra la forme écrite du fameux Pacte fédéral, dans les semaines qui suivent la mort de Rodolphe 1er, survenue le 15 juillet 1291.



Depuis lors, la volonté d'indépendance des Suisses est toujours restée inflexible. Ni les difficultés inhérentes à l'instauration d'un véritable État fédéral, ni les guerres ravageant l'Europe à différentes périodes n'ont pu remettre en question la souveraineté de la Suisse. L'Union européenne (UE) ne l'a manifestement pas encore compris.

Certains ont cru pouvoir comparer la construction européenne à celle de la Confédération suisse. Quel aveuglement ! Certes, l'une et l'autre se sont formées par adhésions successives d'entités souveraines. Mais la comparaison s'arrête là.

À l'inverse des cantons qui se sont unis pour s'entraider, on voit des pays européens qui adhèrent à l'UE dans le seul but d'en tirer un maximum

d'avantages, en y contribuant le moins possible. À l'inverse des équilibres économiques et fiscaux, ajustés au mieux pour assurer des relations équitables entre cantons, les États membres de l'Union se battent comme des chiffonniers pour défendre leurs privilèges indus, comme on a pu le constater à chaque négociation du budget communautaire. À l'inverse d'une formule magique permettant de représenter fidèlement les sensibilités politiques du peuple suisse au niveau du Conseil fédéral, les chefs d'État et de gouvernement du Conseil européen se livrent aux manigances les plus pitoyables pour faire élire à la tête de leurs institutions les personnes les moins qualifiées et les plus contestables.

On pourrait s'attendre à ce que tant de déficience identitaire et de défaillances institutionnelles inspirent une certaine humilité aux responsables de ce château de cartes qu'est l'UE. Or, on en est loin !

Croyant pouvoir compenser son manque de puissance, par un excès d'arrogance, l'UE prétend imposer à la Suisse un accord-cadre institutionnel qui réduirait notre pays à une colonie du centre de l'Europe. Cette attitude trouve d'ailleurs son exact pendant avec

l'accord sur le Brexit que l'UE entend imposer aux Anglais : insulte à la souveraineté et à la dignité des peuples, refus de toute renégociation alors même que la situation est totalement bloquée, dates butoirs arbitraires et inapplicables... Les deux dossiers se révèlent comme un copier-coller des méfaits de l'impérialisme européen.

Aujourd'hui en Suisse, certains se disent prêts à céder à ce genre de chantage, contre de vagues promesses d'accès à des marchés ou à des programmes européens. Ils montrent par là même leur totale incompréhension des enjeux historiques qui ont déterminé l'extraordinaire succès de notre pays pendant plus de sept siècles.

Affirmer fièrement notre souveraineté, défendre sans concession notre indépendance, veiller à maintenir notre neutralité en toute circonstance, telles sont les valeurs cardinales de l'UDC, qui seules permettront à la Suisse d'assurer sa prospérité, à l'avenir comme par le passé.

Lena Lio, Cheffe d'entreprise
Conseillère communale, Pully
Candidate au Conseil national



Nicolas GLAUSER

- ✚ Maître agriculteur
- ✚ 48 ans, marié, 2 enfants
- ✚ Député, Conseiller communal
- ✚ Puidoux

Immigration

« L'immigration démesurée diminue notre qualité de vie : elle sature nos infrastructures, augmente l'insécurité, densifie nos agglomérations et exerce une pression exagérée sur les salaires et les places de travail. Je veux travailler à une immigration favorable à notre économie et à notre pays. »



Marielle GALLAY

- + Economiste d'entreprise
- + 33 ans
- + Cofondatrice MesVignerons.ch
- + Aubonne

Notre pouvoir d'achat

« Beaucoup de gens travaillent dur, mais ils ne parviennent pas à vivre de leurs revenus. C'est inacceptable et injuste. Redonner du pouvoir d'achat à celles et ceux qui travaillent sera ma priorité. »

La mobilité pour tous

Une liberté de choix de mobilité pour tous, ainsi qu'un développement de nos infrastructures, aussi bien pour les déplacements individuels par la route que pour les transports en commun, sont des thèmes qui me tiennent à cœur. La mobilité garantit la prospérité du pays, c'est le moteur du commerce et de notre économie.



Ces dernières années, l'accueil de nouveaux habitants oblige les autorités à veiller à mettre à disposition de tous des infrastructures correspondant à l'augmentation démographique. L'énorme croissance du trafic durant les dernières décennies soumet nos infrastructures à de fortes pressions. Les transports publics sont bondés et la saturation du réseau engendre de fréquents retards, les goulets d'étranglements se multiplient et les ralentissements sur l'ensemble des routes sont en constante progression. L'état général des chaussées et des revêtements se dégrade très rapidement et l'entretien se complexifie en raison du trafic supplémentaire. L'économie en général en souffre, tout comme le tourisme et notre qualité de vie se péjore. Si rien ne change, notre pays subira de gros dommages.

Les Suissesses et les Suisses paient toujours plus pour leurs déplacements, mais bénéficient de moins en moins de contre-prestations. Nous devons corriger, avec les moyens à disposition, les principaux goulets d'étranglements et aménager les tronçons les plus fréquentés. Les moyens financiers tels que FORTA doivent être attribués en fonction des priorités effectives, et non détournés vers d'autres buts, comme par exemple les transports publics et les pistes cyclables, pour lesquels d'autres sources de financements existent.

Les automobilistes sont taxés lourdement et la tendance est à la hausse. Il faut mettre fin à ce pillage de leurs ressources. Les amendes portées comme revenus aux budgets des collectivités publiques en sont la preuve. Nous devons nous battre contre tout nouveau projet de taxe ou de redevance, car l'argent ainsi prélevé n'alimente même pas directement les fonds nécessaires au développement du réseau routier.

Les divers modes de transports proposés doivent bénéficier des recettes prélevées par les taxes, redevances et impôts directement liés, sans que l'argent ne soit

détourné pour l'affecter à d'autres financements. Avec cette manière de faire, les automobilistes financeront l'entretien et le développement du réseau routier. Les transports publics devront être financés de manière plus transparente, sans avoir recours aux fonds payés par les automobilistes.

Ainsi, les automobilistes, les utilisateurs d'autres modes de transports, les transporteurs de biens et de marchandises par la route ou le rail et les touristes trouveront leur compte dans des infrastructures correspondant aux besoins actuels. C'est-à-dire moins de bouchons sur les routes, des transports publics à l'heure, moins bondés aux heures de pointe, des capacités suffisantes pour le transport de marchandises sur la route ou le rail et la possibilité pour nos visiteurs de jouir des plus beaux paysages de notre pays dans des conditions optimales. Notre mobilité doit être fonctionnelle et bien ordonnée, à l'image de la Suisse.

Jean-François Thuillard
Député, Syndic, Froideville
Candidat au Conseil national

L'écologie est un sujet trop important pour le laisser aux seuls verts et socialistes

C'est un fait que les idéologues de gauche abusent sans aucune gêne de la thématique du climat pour tenter de prendre plus de place dans l'échiquier politique lors des élections fédérales d'octobre prochain.



Si personne ne conteste aujourd'hui la nécessité de protéger l'environnement, les écologistes sont les seuls à utiliser ce sérieux problème à des fins strictement électoralistes.

L'écologie est un sujet qui a trait à notre quotidien, à notre santé, à l'équilibre de notre écosystème et de notre habitat. De ce fait, nous sommes tous déjà engagés, au niveau individuel ou collectif, dans cet enjeu capital. Singulièrement, les technocrates de l'écologie croient avoir les droits exclusifs sur ce sujet technique qu'ils ont transformé en un militantisme d'opinion.

Pour contrer la prise en otage de la thématique du climat par les Verts, il est important que l'UDC s'implique. Complice de la gauche, la presse ne se prive pas de dénigrer chaque initiative venant d'autres partis, prétextant que la droite ne fait que profiter de la vague écologiste. Il y a quelques semaines,

l'UDC publiait un communiqué de presse concernant la visite de quelques candidats de centre-droite à l'entreprise SolarStratos, à Payerne. Pour couvrir l'événement, la RTS n'a pas hésité à choisir un titre médisant : «Après le PLR, l'UDC romande tente elle aussi de prendre un virage vert». Quoi que fasse la droite, les médias la montre toujours dans une situation d'appropriation, d'usurpation. Néanmoins, notre parti doit ignorer cette basse stratégie électoraliste et s'imposer par un discours intelligent, paisible et différent.

L'UDC a de très bons arguments pour faire face aux propositions de la gauche. Il est important que nos concitoyens comprennent que l'augmentation des taxes proposées par les écologistes est une mesure irrationnelle et complètement dénuée de sens. Il suffit de voir le montant de ces taxes – plusieurs milliers de francs par année, par personne – pour comprendre qu'ils proposent purement et simplement de dépouiller les contribuables. Ces propositions perdent leur sens quand on constate que, selon l'indice de performance environnementale de l'Université de Yale, la Suisse arrive en tête des 180 pays examinés ! Parmi les critères pris en compte, on trouve la qualité de l'air, des eaux, la préservation des ressources naturelles animales,

végétales et minérales et la préservation de la biodiversité.

Notre pays a une large expérience dans la protection de notre environnement. Nous avons une société éduquée qui a souvent fait les bons choix. Le développement de l'industrie, la mobilité et la consommation ont un impact sur la nature, mais n'oublions pas que ces éléments sont directement liés au problème de la surpopulation. Aucun développement économique ne vaut la peine s'il se fait au mépris de notre sécurité et de notre qualité de vie.

Les paysans, qui représentent une bonne partie de nos électeurs et de nos élus, connaissent bien le sujet de l'environnement, car ce sont eux qui travaillent près de la nature. Ce sont ces valeurs que nous devons transmettre, sans hystérie et avec pragmatisme.

Chers compatriotes, voulez-vous écouter la voix de la nature ? Venez à la campagne pour parler avec nos paysans ! Nous, l'UDC, nous le faisons depuis des décennies.

Raoul Sanchez, Municipal
Président UDC District Nyon, Eysins
Candidat au Conseil national



Fabrice MOSCHENI

- + Chef d'entreprise, ingénieur EPFL
- + 51 ans
- + Conseiller communal
- + Lausanne

Nos entrepreneurs, notre succès

« Je suis solidaire avec nos entrepreneurs et nos paysans qui créent de l'emploi et de la valeur. Ils sont les piliers de notre économie. Je me bats pour des conditions-cadres compétitives pour notre économie, pour plus de liberté et moins de régulation. »

L'UDC proche de vous

Conformément à notre devise „proche de vous“, nous menons une campagne de terrain. Véritable parti du peuple, l'UDC va régulièrement à la rencontre de la population dans les divers événements, sur les marchés et lors de manifestations. Ces moments de rencontre, de fête et de rassemblement nous rappellent que ce sont les citoyennes et citoyens de notre pays qui donnent du sens à notre engagement politique. Nous voulons rester à l'écoute de celles et ceux qui nous ont honorés de leur confiance. C'est ainsi que nous renouvelons notre désir de travailler à la prospérité de notre pays.



Vous aussi rejoignez l'UDC!
www.udc-vaud.ch/devenir-membre

JEUNES UDC Liste 3



La Suisse compte sur vous

De ses paysages à son industrie de pointe, de ses traditions culinaires à ses institutions internationales, de ses multiples langues et dialectes à la typicité de ses vins : la Suisse est unique. Un « cas particulier » apprécié dans le monde entier. Cette spécificité de notre pays, héritée de plusieurs siècles d'histoire, vaut aussi dans l'organisation politique de nos institutions.



fil des siècles, au travers des crises majeures que notre monde a connues.

Nous devons préserver cet acquis. Notre démocratie, unique en son genre, est un modèle envié dans le monde entier. Malheureusement, c'est également un système dangereux pour les élites, qui cherchent encore et toujours à en réduire la portée.

Les menaces sont nombreuses. Elles viennent de l'extérieur, notamment lorsque l'Union européenne tente d'imposer un accord-cadre qui lui permettrait de promulguer ses propres lois et d'imposer ses propres tribunaux dans notre pays. Elles viennent aussi de l'intérieur, lorsque des élus tentent sans relâche d'affaiblir les instruments de la démocratie directe et de calquer nos lois sur le droit étranger, allant jusqu'à prétendre que la Suisse n'existe pas.

Il est grand temps d'enrayer cette déconstruction systématique de tout ce qui a conduit au succès de notre pays. Alors que nous allons élire un nouveau parlement, nous devons avoir à l'esprit qu'il aura tant la

capacité de préserver la Suisse que de la vendre au plus offrant. La responsabilité qui nous incombe est énorme. Car, dans notre Etat de droit si particulier, la responsabilité repose effectivement sur les citoyennes et les citoyens, sur vous et moi.

Et c'est cela que représente notre liste au Conseil national. 19 jeunes femmes et jeunes hommes, venus des quatre coins du canton de Valais et issus de tous les milieux. Des employés, des agriculteurs, des indépendants, des étudiants. Cette liste reflète notre Confédération et elle la caractérise. Le point commun entre ces candidats, c'est leur amour de la Suisse et leur désir de la préserver en tant que pays libre et souverain.

Au moment d'aller voter, le 20 octobre, pensez bien à cela. La Suisse existe. Elle compte pour nous et elle compte sur vous.

Yohan Ziehli, Etudiant en droit, Président et chef de campagne pour les JUDC Valais, La Tour-de-Peilz



ÉLECTIONS FÉDÉRALES
20 OCTOBRE 2019

SOUSSION À BRUXELLES
VIOLATIONS DE LA CONSTITUTION
INSÉCURITÉ, VIOLS, AGRESSIONS...

ASSEZ!

DÉFENDONS LA SUISSE!
PROTÉGEONS LES SUISSES!

LIBERTAS
JEUNES
UDC
PAYS DE VAUD

VOTEZ LA
LISTE N°3

LISTE DES JEUNES UDC
AU CONSEIL NATIONAL

Pour une AVS sûre et fiable

Notre population vieillissante interpelle : la problématique de l'assurance vieillesse ne peut pas être contournée, des solutions doivent être appliquées dans les meilleurs délais.



Je ne parle pas ici de réformes fiscales visant, à terme, à augmenter l'imposition de tous les contribuables, mais de réels changements structurels, concrets et justes, visant à rétablir l'équilibre entre les actifs et les retraités.

La rente AVS se doit d'être viable, sûre et solide afin d'éviter les discussions politiques incessantes et stériles. Il faut agir dès à présent pour rétablir un 1er pilier digne de la confiance des contribuables helvétiques. En raison de l'augmentation de leurs charges et de la baisse de leurs revenus, la qualité de vie des retraités diminue dangereusement. Or, il est primordial de garantir la sécurité financière de toute personne ayant travaillé en Suisse et désirant y passer sa retraite.

Dans l'idée d'appliquer un traitement équitable des hommes et des femmes, l'âge de la retraite des femmes doit être aligné sur celui des hommes. Le changement ne doit cependant pas se limiter à cela, je m'inquiète pour les retraités actuels et pour nos futures retraites à tous. Il faudra donc s'assurer, dans les prochains temps, de garantir le financement du premier et du second pilier. Ceci sans y rajouter une taxe supplémentaire telle que la TVA, comme le prévoyait la réforme prévoyance vieillesse 2020, mais en injectant dans la caisse AVS le montant exorbitant que le Conseil fédéral souhaite attribuer à l'Union européenne. Cet argent doit être réinvesti autrement, de façon respectueuse des efforts consentis par les contribuables et pour répondre à leurs besoins.

Il est souhaitable et nécessaire qu'une meilleure répartition des charges de notre Confédération permette d'assurer une retraite sûre et décente à tous nos citoyens ayant cotisé lourdement pendant de nombreuses années de travail.

Anita Berdoz
Secrétaire de direction, Pully
Candidate Liste Jeunes UDC

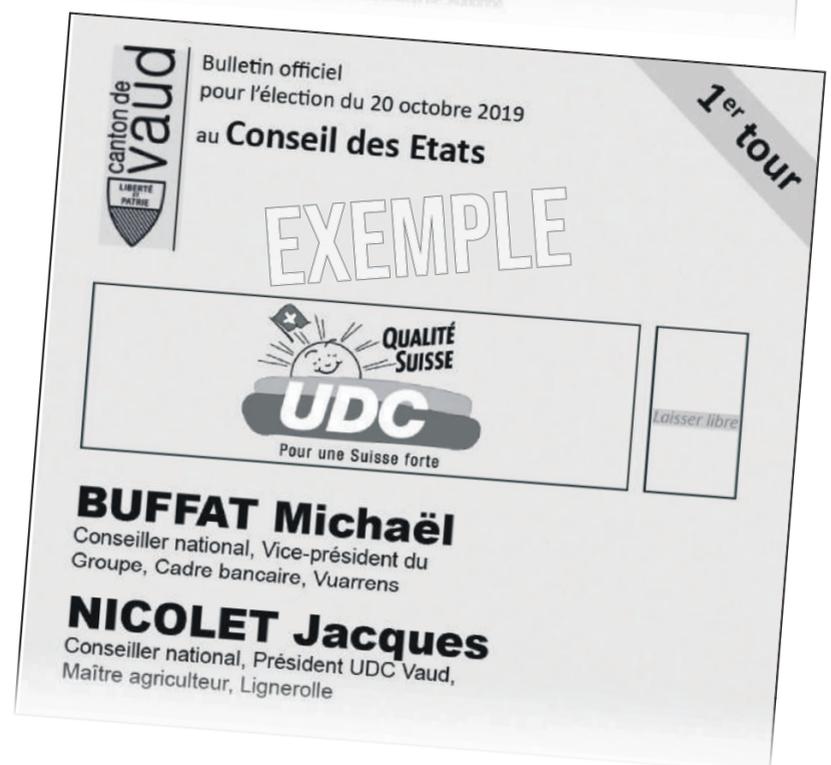
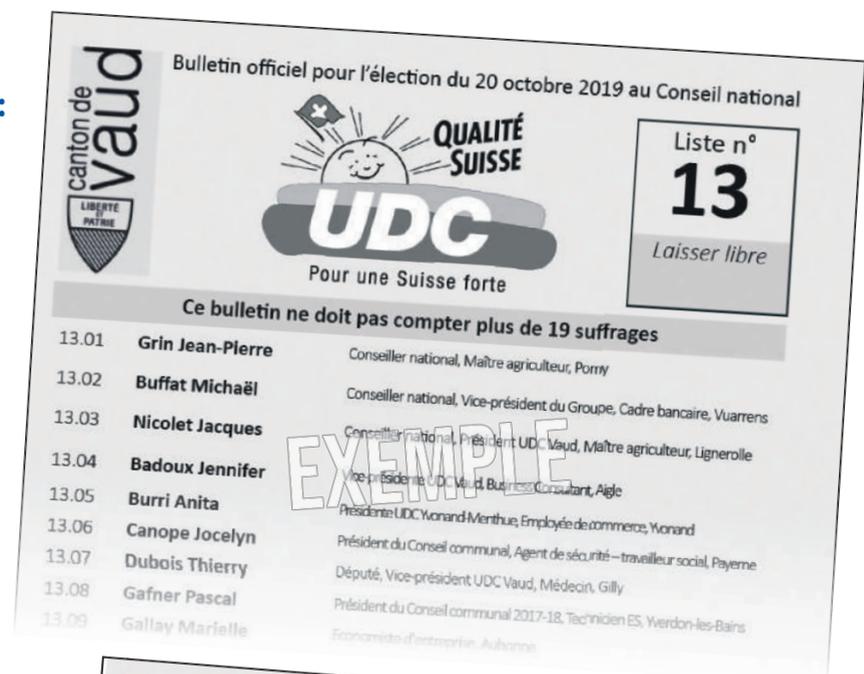
Voici comment voter pour l'UDC dans le canton de Vaud

LIBERTÉ
ET
PATRIE

1.  **Ouvrez l'enveloppe électorale où vous trouverez les documents suivants:**
 - bloc avec les bulletins de vote préimprimés (listes) pour les élections au Conseil national
 - enveloppe jaune
 - bloc de bulletins pour les élections au Conseil des Etats
 - carte de vote
2.  **Elisez vos conseillères et conseillers nationaux:**
Détachez la **liste UDC n° 13** du bloc des bulletins de vote.
3.  **La liste UDC au Conseil national dans l'enveloppe de vote jaune:**
Glissez la liste UDC dans l'enveloppe jaune, sans la sceller.
4.  **Elisez vos conseillers aux Etats:**
Détachez la **liste UDC n° 2** du bloc des bulletins de vote.
5.  **La liste UDC au Conseil des Etats dans l'enveloppe jaune:**
Glissez la liste UDC au Conseil des Etats à côté de la liste au Conseil national dans l'enveloppe jaune et la sceller.
6.  **Signez la carte de vote:**
Inscrivez votre date de naissance et signez la carte de vote.
7.  **Placez le tout dans la grande enveloppe:**
Glissez l'enveloppe jaune et la carte de vote, avec votre date de naissance et votre signature, dans la grande enveloppe de manière à ce que l'adresse de la commune soit visible par la fenêtre de l'enveloppe. Si nécessaire, affranchissez l'enveloppe et mettez-la dans une boîte aux lettres postale ou dans celle de la commune.
8.  **Envoyez l'enveloppe au plus tard jusqu'au 17 octobre par la poste ou mettez-la jusqu'au 18 octobre dans la boîte aux lettres de la commune où vous votez.**

Attention !

- Ne glissez qu'une seule liste au Conseil national dans l'enveloppe, sinon votre vote est nul.
- N'écrivez aucune remarque supplémentaire sur le bulletin de vote.



Avez-vous des questions concernant les élections?

Hotline gratuite: **0800 0 1291 0** ou par courriel: **elections@udc.ch**

7 jours sur 7, de 09h00 à 18h00 - du 13 septembre au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections.

Sponsorisez la diffusion du flyer de l'UDC dans votre commune !

www.prospectus-partout.ch/udc-vaud



Aidez directement l'UDC en sponsorisant la diffusion du flyer de l'UDC dans tous les ménages de votre commune ou d'une commune de votre choix. Allez sur www.prospectus-partout.ch/udc-vaud

Un grand merci pour votre précieux soutien.